Population et niveaux de vie à Strasbourg de la Révolution à l'Annexion

Le niveau de vie des milieux modestes et défavorisés : approche par les
registres de conscription et présentation de l'Ecole de travail

Véronique Schultz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1502>

DOI : 10.4000/alsace.1502

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 493-498

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Véronique Schultz, « Population et niveaux de vie à Strasbourg de la Révolution à l'Annexion », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 10 novembre 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1502> ; DOI : 10.4000/alsace.1502

Population et niveaux de vie à Strasbourg de la Révolution à l'Annexion

**Le niveau de vie des milieux modestes et défavorisés : approche par
les registres de conscription et présentation de l'Ecole de travail**

Introduction¹

Si une branche de l'histoire économique et sociale s'intéresse de près au niveau de vie des populations, en s'appuyant sur les prix et les salaires, une autre approche originale de la vie des Français, l'histoire anthropométrique, fait non plus seulement de l'homme, mais aussi de son corps un objet d'histoire. En effet, les archives militaires permettent d'évaluer l'état sanitaire des conscrits du XIX^e siècle et donc de déceler les traces d'une éventuelle malnutrition durant la petite enfance ou l'adolescence. Dans le sillage des travaux pionniers lancés en France dans les années soixante-dix par l'équipe d'Emmanuel Le Roy Ladurie et de l'historiographie étrangère (notamment John Komlos), les observations d'ordre anthropométrique considèrent la taille, et plus généralement la condition physique d'un individu, comme un indice fiable de ses conditions et de son niveau de vie. Issus de la loi Jourdan-Delbrel de l'an VI, les registres de la conscription livrent non seulement des informations sur les motifs de réforme, en particulier des pathologies, aujourd'hui synonymes de carences nutritionnelles, mais encore sur les professions, les lieux de naissance et le niveau d'instruction. Il devient dès lors possible de calculer un «taux de malnutrition», non seulement au niveau global d'une population donnée, mais aussi en fonction de chaque catégorie professionnelle, ou encore du lieu de naissance. L'exploitation des sources militaires débouche ainsi sur une photographie de la jeunesse masculine strasbourgeoise sur près d'un siècle, grâce à un échantillon statistique parfaitement aléatoire, sélectionné par tirage au sort. L'Alsace constitue au regard de ce type d'études une région pionnière. C'est ici la société strasbourgeoise entre 1785 et 1868 qui est

1) Thèse soutenue le 4.11.2006 devant un jury composé de MM. Hau (directeur), Barjot, Dormois, Heyberger, Igersheim.

soumise à l'épreuve de cette méthodologie. Entre les grands notables et la misère populaire, si redoutée des autorités, prend place toute une large palette d'individus, petits bourgeois, artisans, ouvriers, gens modestes ou aux limites de la pauvreté.

Sources

Le fonds principal est constitué par les sources issues de la conscription (série R des Archives départementales du Bas-Rhin et AFIV des Archives nationales), en particulier les tableaux de recensement et les listes de tirage au sort. Il est complété par les dépôts des Archives nationales (notamment les archives de la police), des Archives départementales du Bas-Rhin (fonds de la Chambre du commerce et des bureaux de préfecture), des Archives municipales de Strasbourg (fonds sur la garde d'honneur et l'assistance), ainsi que par les manuscrits de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg. Les sources qualifiées de « traditionnelles », du type état-civil ou archives notariales, ont été délibérément écartées.

Aux sources d'une approche originale de la démographie : la conscription

Première forme moderne du service militaire, la milice provinciale de l'Ancien Régime est en théorie levée par tirage au sort, tandis que le recrutement des armées royales relève officiellement du volontariat, dans les faits du mercenariat et du racolage. La Révolution n'y substitue aucun cadre légal, laissant un volontariat illusoire servir de base à la constitution des armées. La nécessité d'élaborer une loi se pose de façon accrue sous le Directoire. Base du recrutement français jusqu'en 1872, la loi Jourdan-Delbrel du 19 fructidor an VI rend permanent le principe de la levée en masse et le réglemente, en stipulant que tout Français de vingt ans à vingt-cinq ans sera inscrit sur les tableaux de recensement et dès lors susceptible de rejoindre les drapeaux. Le décret du 8 fructidor an XIII organise précisément les opérations de conscription. De la loi Gouvion-Saint-Cyr de 1817, qui introduit une durée définie de service, à la loi Niel de 1868, les principaux textes législatifs ne reviennent qu'à la marge sur le dispositif de la conscription (loi Suchet de 1824, loi Soult de 1832).

Le cadre réglementaire prévoit quatre catégories de conscrits : ceux aptes au service, les réformés, les dispensés et les exemptés. Le Premier Empire prononce les taux les plus bas d'exemptions (4 %) ; à partir de la Restauration, et jusqu'à la fin du Second Empire, il dépassera les 20 %.

Véritable « conscription des notables », la garde d'honneur devient en 1813 le moyen d'attirer les classes aisées, dont les fils tentaient d'échapper au service par l'achat d'un remplaçant, en les flattant par un régime militaire de faveur tout en les surveillant, et en tentant de combler les vides de l'armée en hommes et en chevaux après la retraite de Russie. La liste des gardes d'honneur de Strasbourg permet de discerner les personnages éminents de la ville, tels les Roederer, les Saglio ou les Turckheim, qui se retrouvent parmi les négociants, les intellectuels, les fonctionnaires, les propriétaires et les rentiers.

Permanences et mutations de la ville au XIX^e siècle

En l'absence de recensement fiable avant le milieu du XIX^e siècle, les sources militaires fournissent un échantillon statistique pertinent pour obtenir une coupe du paysage professionnel de Strasbourg des dernières années de l'Ancien Régime à celles de Napoléon III. Les registres de conscription laissent également une trace des évolutions du XIX^e siècle et font apparaître les professions liées au chemin de fer, aux services ou aux techniques, en témoignant par exemple parmi les conscrits de la présence d'un photographe. Héritée de l'Ancien Régime, la structure sociale de Strasbourg est surtout remarquable par sa permanence, malgré des éléments de modernité ou ce qu'on pourrait appeler des *micro-changements*. Les métiers restent dominés par un artisanat pléthorique, tandis que Strasbourg s'affirme comme métropole régionale militaire et administrative.

A la différence de Mulhouse, l'industrie ne s'y implante que timidement, hors les cas des brasseries, des tanneries, de la manufacture des tabacs et de l'usine de Graffenstaden. Les artisans constituent une large proportion de la population, des cordonniers aux menuisiers, en passant par les ferblantiers et les tourneurs. De nombreuses activités sont liées à la transformation des matières premières produites dans la région (tabac, chanvre, orge, cuir). Sous le Consulat, les conseils de révision enregistrent le plus fort taux de conscrits artisans (40 % des conscrits examinés). Cette prégnance va ensuite diminuant au fil du siècle, tandis que s'affirment véritablement sous le Second Empire les employés et les professions liées aux services (banque, assurances), témoins du renforcement de l'armature administrative.

Par ailleurs, la mention des lieux de naissance sur les registres a permis d'appréhender les bassins migratoires et les échanges de population entre ville et campagne. De fait, au tournant du XIX^e siècle, on constate l'existence d'un courant migratoire permanent, très lié à la conjoncture politique ou économique. Le bassin migratoire se transforme au fur et à mesure que croît le nombre de horsains dans les murs de la ville. De 10 % au début du siècle, la proportion de conscrits nés hors de Strasbourg atteint 20 % sous le Second Empire. Alors que se tarit peu à peu le flux des étrangers et, au premier rang d'entre eux, des Allemands, celui des bas-rhinois et, dans une moindre mesure, des Français d'Outre Vosges s'intensifie. Le métier exercé conditionne les logiques migratoires. Il serait trompeur de voir dans le phénomène migratoire une poussée démographique de miséreux, le travailleur migrant possédant en général une qualification, particulièrement dans le cas des non-Alsaciens.

Enfin, à partir du milieu du siècle, la mesure du niveau d'instruction chez tous les potentiels conscrits offre un éclairage particulier sur l'enseignement primaire. Le conseil de révision distingue quatre niveaux d'instruction chez les conscrits : analphabète, maîtrise de la lecture et de l'écriture en langue française, maîtrise de la lecture et de l'écriture en langue allemande, maîtrise de la lecture seule. A partir de la monarchie de Juillet, le niveau d'alphabétisation ne cesse de diminuer : 10 % de conscrits illettrés dans les années 1830 ; ils sont 18 % au début du Second Empire, ce qui reste cependant bien moindre que la moyenne nationale. En considérant le niveau d'instruction sous l'angle de l'origine géographique, on relève un taux d'illettrisme

de 12 % chez les conscrits strasbourgeois, 32 % chez les étrangers, mais seulement de 5 % chez les autres conscrits bas-rhinois et 7 % chez ceux d'autres départements français. Aucune corrélation n'a été mise en évidence dans le cas strasbourgeois entre illettrisme et symptômes de malnutrition, seuls 8 % des conscrits présentant la double caractéristique de l'analphabétisme et de carences alimentaires.

Une population malnutrie ?

Indicateur du niveau de vie biologique, le taux de malnutrition est obtenu par la somme de huit variables, chacune représentant un motif de réforme synonyme de carences nutritionnelles (défaut de taille, faiblesse de constitution, goitre, hernie, rachitisme, scorbut, mauvaises dents, taie sur l'œil). Sur la période 1805-1830, le taux moyen de malnutrition à Strasbourg est d'environ 33 %, variant de 30 % sous le Premier Empire à près de 40 % sous la Restauration. Deux périodes d'insuffisance alimentaire plus marquée encadrent une accalmie de 1820 aux années 1840 : l'une concorde avec les répercussions de la crise industrielle et économique de 1812, suivie de près par la disette de 1816-1817, l'autre reflète des difficultés de la fin de la monarchie de Juillet.

Pendant au moins le premier tiers du XIX^e siècle, la population reste marquée par une démographie qualifiée « d'Ancien Régime ». Elle est extrêmement vulnérable aux brusques renchérissements du cours des grains, que ce soit lors de la Révolution ou de la disette de 1816-1817. L'impact et les profondes séquelles de ces crises de cherté sur les conscrits sont nettement visibles sur les courbes des réformés pour faiblesse de constitution et défaut de taille : la mise en parallèle à douze ans d'écart de la courbe d'une part du prix des céréales et d'autre part du taux de réformes pour une constitution chétive illustre la prépondérance du blé, « mal nécessaire ». Dans ces conditions, la santé des conscrits est bel et bien directement influencée par les variations tarifaires des céréales panifiables. Le défaut de taille témoigne quant à lui d'une malnutrition chronique : la stature est en effet le résultat des apports nutritionnels de la petite enfance et de l'adolescence, pondéré par l'influence du contexte économique ou épidémiologique.

L'ensemble des données fournies par les registres de conscription ou les tableaux de recensement rendent réalisable l'élaboration de la pyramide socio-professionnelle de la ville de Strasbourg. Les niveaux de vie sont abordés de manière fine, au niveau d'une catégorie socio-professionnelle sur une longue période, ce qui est rendu possible par l'homogénéité et la stabilité de la nomenclature. Une vingtaine de professions a été retenue et analysée à la lumière du contexte politique et économique du XIX^e siècle, grâce à la variable de « malnutrition ».

Au sein de ce que l'on pourrait appeler par commodité le « Tiers Etat », un profond fossé sépare le monde des bateliers ou des métiers de bouche d'un côté et celui des tailleurs ou des cultivateurs de l'autre. De cela, ressort l'importance de la pauvreté à l'aube du XIX^e siècle, sa mesure par les niveaux de vie, ainsi que l'amélioration constante de l'état sanitaire des Strasbourgeois au cours du siècle.

L'analyse du standard de vie biologique des métiers pris individuellement met en lumière leurs conditions de vie et leur évolution. Elle permet de nuancer certaines tendances économiques. Ainsi, la thèse de la crise « pré-révolutionnaire » n'est-elle pas accréditée : bon nombre de catégories professionnelles affiche lors des années de naissance 1785-1789 un taux de malnutrition inférieur à leur moyenne calculée entre 1785 et 1848. De même, la Restauration n'affecte-t-elle pas les corps des conscrits strasbourgeois comme la situation économique pourrait le laisser présager. Bien au contraire, les règnes de Louis XVIII et de Charles X apparaissent comme un nécessaire et bénéfique temps de rattrapage après la Révolution et de l'Empire, qui s'apparentèrent pour bon nombre d'habitants à un climat de misère menaçante. Ce n'est que sous la Restauration que Strasbourg retrouve, sous l'angle physiologique, son niveau de vie d'avant 1789.

La politique d'assistance à Strasbourg : l'exemple de l'école de travail

D'une grande originalité, à la croisée des politiques françaises et germaniques en matière d'assistance, l'étude d'un établissement charitable comme l'École de travail complète l'analyse d'une frange non négligeable des conscrits examinés par les conseils de révision (5 %) et recensés sous le vocable de « sans état » et aborde la société strasbourgeoise sous l'angle des institutions.

La vocation de la première Ecole de travail (*Arbeitshaus*) fondée au début du XVIII^e siècle reflète le souci d'éradiquer « l'oisiveté criminelle » des mendiants et vagabonds, tout en offrant un asile aux malades et orphelins. Après les péripéties de la période révolutionnaire, une nouvelle institution ouvre ses portes le 1^{er} frimaire an X et s'établit dans l'« Hospice des enfants de la patrie » et dans des bâtiments de la rue Saint-Jean appartenant aux Hospices civils de la ville. Trois motifs sont évoqués pour justifier cette deuxième fondation : le nombre sans cesse croissant de mendiants, la lutte contre le vol, le crime et l'immoralité, enfin, l'argument mercantiliste, influencé probablement par les courants allemands et l'exemple des solutions d'assistance d'Outre-Rhin. Le contexte des guerres napoléoniennes contraint l'Ecole à fermer ses portes en 1813. Mais, une commission spéciale est formée à l'automne 1815 afin de la réorganiser. Cible de vives critiques en raison de son fonctionnement onéreux, l'établissement se voit à nouveau obligé de fermer définitivement ses portes à la fin de l'année 1818.

Afin que l'hôpital ne soit plus le refuge de la misère, mais puisse se consacrer aux malades, l'École de travail est réservée aux hommes, femmes et enfants valides. Initialement rattachée aux Hospices civils, elle devient autonome à partir de l'an XIV. Il paraît délicat d'assimiler l'École de travail à un établissement répressif. On pourrait se trouver en présence d'une institution hybride, tenant à la fois des ateliers de charité et d'un dépôt de mendicité (le dépôt de mendicité du Bas-Rhin n'est d'ailleurs pas établi à Strasbourg, mais à Haguenau).

Conclusion

De la fin de l'Ancien Régime à la veille de l'Annexion, Strasbourg présente la particularité d'être totalement intégrée dans le moule administratif français, devenant une province à l'instar de toutes les autres, perdant privilèges et spécificités passés, du point de vue douanier ou religieux. L'épopée impériale avait offert une place de choix à Strasbourg : véritable capitale du ravitaillement militaire, elle avait en outre bénéficié des retombées du Blocus. La Restauration donne ensuite une image d'immobilisme et de déclin, le tarif douanier de 1816-1817 ruinant le grand négoce alsacien et le faisant se replier sur des courants locaux. Et pourtant, elle contient en germe les bouleversements urbains qui éclore véritablement sous la monarchie de Juillet.

Le choix des sources conditionne l'analyse de la population strasbourgeoise à un échantillon de la population masculine de vingt ans, ce qui exclue *de facto* les femmes, les enfants et les autres classes d'âge. Il n'en reste pas moins que les listes de tirage forment une source exceptionnelle pour l'étude de la santé publique, de la mobilité géographique ou de l'instruction. En effet, elles sont le fruit d'un examen régulier et obligatoire, seule visite médicale systématique au XIX^e siècle.

Les études des historiens en anthropométrie ont pu souligner deux phases de baisse du niveau de vie biologique en Europe, l'une à la fin du XVIII^e siècle, l'autre dans les années 1830-1840, coïncidant avec la première industrialisation. Il est difficile de se prononcer pour la deuxième moitié du siècle des Lumières, puisqu'il n'existe pas de sources similaires pour cette période. En revanche, il est possible d'avancer des éléments de réponse pour les années 1830-1840, pendant lesquelles le niveau de vie biologique s'affaîsserait en dépit de la progression des salaires réels. Cependant, ce schéma n'est pas applicable à Strasbourg. Au contraire, les années 1830-1840 correspondent dans l'ensemble à une légère régression des symptômes de malnutrition. La révolution industrielle n'a guère d'impact sur le niveau de vie des Strasbourgeois, protégés par la prépondérance de l'artisanat dans leur ville, qui ne s'industrialisera réellement que sous l'Annexion.

Annexes

Textes législatifs. Levées de conscrits sous le Premier Empire. Membres des gardes d'honneur strasbourgeoises. Fiches biographiques. Dénombrement de la population strasbourgeoise. Approvisionnement de Strasbourg (1813). Etats industriels et situation commerciale de Strasbourg. Données sur l'octroi. Principales consommations de Strasbourg. Salaires des ouvriers strasbourgeois. Professions et lieux de naissance des conscrits strasbourgeois. Distribution des effectifs de taille des conscrits. Décisions du conseil de révision par profession. Budget de l'Ecole de travail.